



Séminaire et Dialogue Inter-régional sur la protection des journalistes

- **Intervention de Loïck Berrou, Directeur des reportages et Magazines de France 24**

Bonjour,

Si la présidente de France Medias Monde, MCS, n'est pas parmi vous aujourd'hui, c'est qu'elle a une bonne excuse : MC a remis hier à Bamako la 1^{ère} bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon, qui récompensera tous les ans un jeune journaliste et un jeune technicien de moins de trente ans qui viendront suivre une formation à Paris, dans nos murs.

D'après Reporters Sans Frontière, Ghislaine Dupont et Claude Verlon étaient respectivement les 79 et 80^è journalistes ayant trouvé la mort dans l'exercice de leur profession en cette année 2013.

Dans le Top 10 de l'an dernier, des pays attendus, la Syrie, L'Irak, la Somalie. Mais aussi le Pakistan, les Philippines, l'Inde et le Brésil.

Quand Rsf avait commencé ce classement, en 2002, on avait découvert avec horreur que 25 journalistes avaient trouvé la mort. C'est trois fois moins. On ne parle là que des journalistes encartés, travaillant pour un media écrit ou audiovisuel. Car on ne décomptait pas encore à l'époque une nouvelle catégorie : les « net-citoyens ou citoyens-journalistes », ceux qui, en Syrie, en Chine, au Mexique, au Nigeria, nous abreuvent tous les jours d'images et d'informations sur le web.

55 d'entre eux ont trouvé la mort en 2013.

Aujourd'hui même, à notre connaissance, 173 journalistes et 174 net-journalistes sont emprisonnés.

Il y a la une inflation froidement statistique. Un changement quantitatif. Ils ne tiennent pas seulement à l'augmentation des media, linéaires ou non linéaires. Au contraire, je dirai que les « mainstream » media envoient aujourd'hui beaucoup moins de journalistes sur les terrains de conflit, pour des raisons d'économie ou d'audience. Le métier de reporter photographe, par exemple, est totalement sinistré.

Il y a aussi un changement qualitatif.

Quand j'ai quitté la chaîne française TF1 en 2007, 3 studios portaient le nom de journalistes ou techniciens morts sur le terrain.

Le cameraman Yvan Skopan, mort en 1993 d'une balle perdue pendant le siège d'Ostankino, la télévision russe.

Quelques mois plus tôt son collègue Jean Claude Jumel avait trouvé la mort lors d'une embuscade sur la route qui mène de l'aéroport à la ville de Mogadiscio.

10 ans plus tard, en 2002, le grand reporter Patrick Bourrat décédait au Koweït pendant les manœuvres de préparation à la guerre du golfe.

Petite parenthèse : c'est la fille de Patrick, Valentine Bourrat, qui a été détenue pendant 2 mois et demie avec l'un de ses confrères à Jakarta, et libérée lundi dernier. Son délit : avoir pénétré en territoire papou sans visa de presse, pour la chaîne Arte.

Les autorités indonésiennes ne délivrent jamais de visa de presse à des journalistes qui veulent se rendre en territoire papou.

Mais ce n'était pas là mon propos : Yvan, Jean Claude et Patrick sont morts d'une manière que je qualifierai d' « accidentelle » : ils prenaient et assumaient des risques sur un terrain de conflit.

Ghislaine Dupont et Claude Verlon ont été assassinés au Mali parce qu'ils étaient journalistes, et français. James Foley et Steven Sotloff en Syrie parce qu'ils étaient journalistes, et américains.

Dans les années 90, en Bosnie, au Rwanda, en Afghanistan, on pouvait imaginer que le badge « presse » vous préservait.

Aujourd'hui, il fait de vous une cible.

A France 24, en 7 années de notre courte existence, nous n'avons jamais eu à déplorer le décès de journalistes sur le terrain. Mais avant ce tragique épisode du 2 novembre qui visait nos confrères de RFI, nous avons déjà eu à gérer :

- **En mars 2011, l'un de nos correspondants blessé par balles lors d'une embuscade en Libye.**
- **En avril 2012, notre correspondant à Bogota correspondant blessé par balles et détenu pendant 33 jours dans la jungle colombienne par les FARC.**
- **En octobre 2012 notre correspondante en Egypte agressée sexuellement place Tahrir.**

C'est là un nouveau risque qu'il nous faut aussi prendre en compte.

- **En décembre 2012 notre correspondant en Tunisie blessé par des tirs de chevrotine de la police lors d'une manifestation à Siliana.**

Dans ces 4 cas, nous avons dû assurer l'évacuation, puis la prise en charge médicale, et le suivi psychologique, de nos collaborateurs.

Vous voudrez bien m'excuser ce long propos liminaire. Mais à part dans l'armée ou dans les services secrets, vous conviendrez qu'il y a

peu de cadres d'entreprise ou de la fonction publique qui envoient des équipes sur des terrains...dont elles peuvent ne jamais revenir.

Face à un tel bilan humain, face à ces nouveaux risques, on ne peut plus se contenter de l'approche empirique : dans les années 90, seul un cercle restreint de grands reporters le plus souvent chevronnés se risquaient sur les terrains de guerre, en faisant confiance à leur expérience, leur ressenti partagé ... et leur baraka.

Face à Daech, à Boko Haram, à Abou Sayaf, on ne peut pas se contenter de la baraka.

A France Media Monde, et dans l'ensemble des media aujourd'hui, on essaie de rationaliser le processus de l'envoi d'une équipe sur le terrain. Oui, c'est un vocabulaire quasi scientifique.

Le postulat de base, c'est qu'on ne peut pas abandonner la couverture de l'actualité sur les terrains sensibles, puisque c'est cela que nos téléspectateurs, nos auditeurs ou nos lecteurs attendent de nous.

Mais il nous faut mesurer les risques avec d'immenses précautions, et établir un ratio entre le risque encouru, et l'intérêt éditorial.

A l'été 2013, je me suis vu pour la première fois poser la question à l'un de nos reporters les plus aguerris, qui revenait de Damas, du côté de la résistance de l'ALS. Il lui avait fallu 9 jours à pied, en mbylette puis à dos d'âne pour pénétrer dans la ville depuis le Liban, il avait failli trouver la mort pris entre deux feux aux abords de l'aéroport, et en plus, n'avait pas pu filmer grand chose.

Je lui ai demandé : « est-ce que ça valait le coup ? ». Il m'a répondu : non, je ne recommencerais pas.

Il n'y a pas une image, un reportage, qui vaille la mort d'un homme ou d'une femme.

Les questions auxquelles ils nous faut donc répondre aujourd'hui avant chaque départ en reportage c'est : partir

- **Ou ?**
- **Comment ?**
- **Avec qui ?**
- **Et pour que faire ?**

Nous avons essayé de systématiser ce procès.

1. OU ?

La première décision que nous avons prise, à France 24 et RFI, au mois de novembre dernier, c'est de retirer nos correspondants de 3 pays : La libye, la Mauritanie et le Yemen.

Cela ne veut pas dire que nous désertions ces terrain : nous y envoyons encore ponctuellement des équipes en reportage depuis Paris ou des pays voisins. Nos chaines arabophones en radio et en TV y ont des correspondants locaux qui vivent depuis toujours sur place.

Mais nous avons considéré, et considérons toujours, que le ratio risque encouru/intérêt éditorial ne plaidait pas pour le maintien de correspondants européens en permanence sur place.

Je vous avouerai accessoirement que cela a pas mal rassuré le ministère des affaires étrangères français, mais nous ne l'avons pas fait sous leur pression.

Ensuite pour partir au Kurdistan syrien, au Yemen, en Centrafrique, nous appliquons le principe better safe than sorry. C'est un choix douloureux : nous préférons arriver 24 heures après nos confrères à Bangui ou à Donetsk, en ayant pris toutes les précautions nécessaires.

Deuxième choix vertueux mais douloureux : nous ne voulons pas encourager des pigistes ou free lanceurs à prendre des risques que

nous ne voulons pas assumer pour nos propres équipes, et refusons donc systématiquement leurs propositions, qu'ils les formulent avant de partir, ou même à leur retour. Ca m'est arrivé la semaine dernière à Kobane avec un jeune stringer français.

C'est là un chapitre qui mérite une plus grande réflexion et une plus grande concertation entre media. Nous avons constaté en effet que sur les théâtres « proches », c'est à dire économiquement abordables (les printemps arabes, la Syrie ou l'Ukraine), de nombreux free lancers ou « citoyens journalistes » tentent leur chance, sans avoir ni l'expérience ni le niveau de sécurité nécessaires. Nous estimons que nous n'avons pas à encourager ce type de pratiques en achetant leur production, mais sommes assez seuls sur ce terrain.

D'autant que c'est un terrain sensible, par exemple pour les photographes : de moins en moins de media disposent de leurs propres photographes, ou signent des contrats dits d'« assignment » avec des photographes d'agence. Donc si il n'y a pas de photographes free lance, il n'y a pas de photos...

2. COMMENT ?

Nous avons toujours été soucieux de la sécurité de nos journalistes mais là encore nous avons formalisé le procès : personne ne part sans l'équipement de sécurité nécessaire, qui inclut désormais un kit santé, et des dispositions spécifiques pour les journalistes femmes.

Nous demandons également aux journalistes de nous lister leurs contacts, leurs escortes potentielles.

C'est là que se pose la question de la protection rapprochée. C'est ce qu'exigent un certain nombre d'assureurs anglo-saxons pour les missions à Bagdad, Mogadiscio ou aujourd'hui à la frontière turco-syrienne. Ce n'est pas l'option que nous avons choisie; nous avons tendance à penser qu'une escorte d'agents de sécurité occidentaux

rend l'équipe encore plus visible, et nous avons tendance à privilégier la discrétion et la souplesse.

Quoi qu'il en soit dans les villes mentionnées, ou encore à Tripoli, Bengazi et dans certaines parties du Mali ou du Nigeria la consigne est extrêmement claire : nos équipes ne restent pas plus de 48, parfois 24h dans le même logement, et parfois pas plus de 2 heures en reportage dans certains quartiers quand nous estimons que 2h est le temps nécessaire pour coordonner une prise d'otages ou une attaque ciblée.

3. AVEC QUI ?

Là encore la composition des équipes relèvent du casse-tête, on peut penser par exemple que les femmes ou les musulmans sont moins visés, mais c'est parfaitement empirique.

Les deux principes que nous appliquons sont donc :

- Des journalistes volontaires ; on ne contraint jamais personne à partir sur un terrain de risque
- Des journalistes formés

Là un défi s'est imposé à nous. Il existe des formations des reporters aux risques de guerre ou des formations premiers secours. Elles sont organisées en France et en Grande Bretagne par les forces armées depuis les années 80 (guerre du Liban) et adaptées aux conflits de l'époque, et aux risques strictement militaires.

Mais il n'existe aucune formation panoramique qui prenne aussi en compte :

- les risques liés aux communications (internet, GPS, Inmarsat)
- les risques d'agression sexuelles
- la gestion psychologique du post-trauma

Donc cette formation nous l'avons créée ; Il s'agit d'un cycle d'une semaine dans un site adapté dans le Périgord monté en partenariat entre France Media Monde, la Sovereign Global Academy et Reporters sans Frontières.

Avec 12 participants et autant d'intervenants : des ex-militaires certes, mais aussi une psychologue, un médecin, et un spécialiste des communications, des simulations de check point et de tirs évidemment, mais aussi de privations sensorielles dans le cas d'une prise d'otages et de sophrologie.

La 3è session de ce stage se tient en ce moment même à Souzac, en Perigord, nous entendons former l'ensemble des collaborateurs de RFI, France 24 et MCD amenés à exercer en zone dangereuse, les retours sont excellents et nous entendons l'ouvrir progressivement à l'ensemble de nos confrères.

Ce qui m'amène au dernier point :

4. POUR QUE FAIRE?

C'est l'arbitrage final : l'intérêt éditorial versus les risques encourus. Là aussi nous avons essayé de formaliser ce process par un document que le journaliste responsable de l'équipe remplit avant son départ, et commente lors d'un dialogue avec l'équipe de direction. On l'appelle le « SACRE », c'est un document qui récapitule les conditions dans lesquelles s'effectue la mission.

- **S**ituation générale :
- **A**ngle large : Qui commande la Libye ?
- **C**omment, ou, par ou, jusqu'où, quand :
- **R**épartition des responsabilités :
- **E**tude du facteur risque :

CONCLUSION

Un an après la mort de Ghislaine et Claude, les rédactions de France Media Monde sont encore en phase post traumatique. Par définition, des radios et des chaînes de Télévision consacrées à

l'actualité internationale se doivent d'être présents sur les terrains de guerre.

Mais c'est une angoisse absolue pour des responsables de rédaction d'imaginer qu'un nom vienne encore s'ajouter à la liste, être gravé sur une stèle à Bayeux ou au Newseum de Washington.

Je vais vous avouer quelque chose : il faudrait qu'on journaliste soit diablement convaincant pour que nous l'envoyions aujourd'hui à Maiduguri, à Alep ou dans la passe de Salvador, au sud de la Libye. De facto, nous n'allons plus dans tout l'arc sahélien, Nord mali, sud libyen, sud algérien, est nigérian, nous allons peu en Syrie, mais nous sommes retournés en Libye, en Mauritanie, au Soudan du Sud.

Pour paraphraser Marie Christine Saragosse, aucun reportage ne vaut une vie, mais le risque zéro n'existe pas. Il y a certes beaucoup de jeunes free lancers sans expériences et sans gilets pare-balles qui sont morts sur le terrain. Mais aussi bon nombre de professionnels parfaitement chevronnés.

La seule chose que nous pouvons faire, c'est appliquer aussi loin que nous pouvons le principe de précaution

CONCLUSION : Il n'y a pas de règles générales : s'il est vrai qu'il y a beaucoup de journalistes peu expérimentés qui sont morts sur le terrain, il y a aussi bon nombre de reporters parfaitement aguerris et formés.

Il y a aussi des zones abandonnées